

DISCUSSIONS

A L'ASSEMBLÉE DES REPRÉSENTANTS.

La question de l'expédition romaine a été discutée, si l'on peut caractériser ainsi un débat où l'injure et l'irritation ont tenu lieu de raison et de lumières. A travers cette question, les partis trouvaient une occasion de s'attaquer corps à corps, et ils se détestent trop pour ne pas en profiter. La haine a dominé la politique. Les orateurs semblaient se défier à qui aiguiserait le sarcasme le plus tranchant, infligerait la flétrissure la plus cuisante, ouvrirait la blessure la plus douloureuse. Le *proprio motu* du pape, cette concession avare et pleine d'embûches, n'aurait reçu l'assentiment de personne ; personne n'aurait fait l'éloge de son mérite intrinsèque , s'il n'avait offert une position favorable pour tirer contre la République. Quant à la dernière lettre du Président, témoignage inattendu et peu parlementaire de versatilité politique, si elle a joué un certain rôle dans la discussion, elle le doit moins à son importance réelle et à l'admiration sincère qu'elle pouvait inspirer à la minorité républicaine, qu'aux désappointements et aux craintes qui en étaient résultés pour la majorité.

Un seul homme, l'ancien président du conseil, sous la Constituante, le seul qui paraisse, jusqu'à présent, avoir compris les conditions du pouvoir exécutif dans une république, a parlé sans colère et sans exagération. Aussi, nous n'avons pas été étonné de voir les partis reprocher à la pensée du général Cavaignac de manquer de netteté. Comment pouvait-il en être autrement ? il ne concluait à la peine de mort ni contre la République, ni contre la Papauté.

La solution de cette question, si toutefois elle est terminée, a été de tout point digne du début. Mais, pouvait-elle être tranchée d'une autre manière ? nous ne le croyons pas. Elle était ainsi engagée, que toute autre conclusion aurait été illogique. En effet, en faisant à la Papauté un droit exceptionnel, en déclarant qu'aucune des nécessités actuelles ne